

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50234

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ultérieures, de telles nuances ne sont pas vraiment pertinentes. De fait, les contributions vont à l'essentiel, en tirant essentiellement parti de l'abondante littérature publiée en ce qui concerne les zones occidentales, en exploitant aussi de façon plus novatrice des fonds d'archives pour la Zone d'occupation soviétique. Dans son chapitre conclusif, Wengst souligne l'importance de l'occupation comme période fondatrice. C'est d'une part le cas pour l'histoire de la division, tant il est vrai que, comme dans d'autres domaines, la politique sociale avait pris dès l'immédiat après-guerre des voies profondément divergentes, préfigurant la fracture Est-Ouest, bien avant que celle-ci ne soit sanctionnée par la politique. C'est d'autre part aussi le cas pour comprendre les structures de la protection sociale dans les deux États allemands, largement préformées dans la »préhistoire« d'avant 1949. Mais c'est ici aussi, dans le degré de détermination, que se marque derechef la différence Est-Ouest. Alors qu'en RFA, la discussion sur la politique sociale reste ouverte, et qu'un régime politique pluraliste permet effectivement des réorientations ultérieures, en RDA, la ligne engagée sous l'occupation soviétique prédétermine complètement l'évolution.

Des volumes programmés, le n° 8 sur la RDA de 1949–1961 est paru en 2004. L'éditeur annonce la sortie prochaine de ceux sur la RDA de 1971–1989 (n° 10), ainsi que sur la RFA de 1957–1966 (n° 4) et de 1989–1994 (n° 11). On attend cette moisson avec impatience.

Alain LATTARD, Paris

Barbara PORPACZY, Frankreich-Österreich 1945–1960. Kulturpolitik und Identität, Innsbruck (Studienverlag) 2002. 385 p. (Innsbrucker Forschungen zur Zeitgeschichte, 18), ISBN 3-7065-1411-7, EUR 41,90.

Il peut être utile de comparer les politiques françaises vis-à-vis de l'espace germanophone au sortir des guerres mondiales de 1918 et 1945. À chaque fois, Paris tend à s'assurer d'un règlement d'après-guerre empêchant toute nouvelle menace pouvant émaner de l'Allemagne. Comme on le sait, les stratégies sont différentes d'un après-guerre à l'autre. En ce qui concerne le traitement de la question autrichienne, en 1945, on est loin de la devise de Clemenceau selon laquelle »l'Autriche est ce qu'il reste« : Paris manifeste un réel intérêt à la renaissance politique, mais aussi identitaire de ce pays dont l'armée française occupe la partie ouest, c'est-à-dire le Tyrol et le Vorarlberg. Comme le constate l'auteur, »la France a peur de l'Allemagne et souhaite de ce fait l'affaiblir, elle a en revanche peur pour l'Autriche et souhaite de ce fait la renforcer« (p. 11). Se pose alors la question de la signification de la politique culturelle de l'occupant français en Autriche entre 1945 et 1960: s'agit-il d'un simple calcul de politique d'occupation visant notamment à affaiblir l'Allemagne, ou d'une véritable contribution et participation à la genèse d'une identité autrichienne distincte? Cette interrogation sert de base de départ à l'étude que livre l'historienne autrichienne dans son ouvrage, issu de sa thèse de doctorat présentée à l'université d'Innsbruck. Comment occuper un (bout de) pays qui vient de renaître après une parenthèse allemande et nationale-socialiste de sept ans, période de mobilisation propagandiste intense? Comment guider au mieux son retour à la démocratie en contournant les pièges classiques d'un régime d'occupation?

Comme l'avaient démontré les Allemands en France occupée quelques années auparavant, la politique culturelle peut alors être un outil faisant oublier les rapports entre occupés et occupants, à condition toutefois qu'elle soit gérée de manière parfaitement séparée de l'administration militaire. C'est effectivement l'objectif initial du ministère des Affaires étrangères français; objectif qui se heurte cependant d'une part à une certaine incompréhension de la part du général Béthouart, commandant en chef français, et d'autre part aux insuffisances matérielles de la nouvelle implantation dirigée par Eugène Susini, germaniste de l'université de Lille, ancien directeur de l'Institut français de Vienne jusqu'en 1939 (et, par-

tant, représentant après 1945 une certaine continuité de la politique culturelle française à l'étranger), qui, pendant la guerre, a rempli les fonctions de traducteur auprès de la commission d'armistice de Wiesbaden. En tant que directeur de la Division de l'Éducation et des Beaux Arts pour Vienne et la zone Tyrol-Vorarlberg, Susini devient l'un des principaux protagonistes de la politique culturelle française en Autriche après 1945. En l'occurrence, on regrette de n'apprendre finalement que peu de choses sur sa personnalité; ainsi par exemple de son attitude pendant les années de guerre.

L'accord culturel franco-autrichien signé en mars 1947 par les deux gouvernements et fêté par les Autrichiens, las de l'occupation alliée, comme une première étape vers la souveraineté est le couronnement de ces efforts français: »Une fois de plus, ce sont bien les deux pays ont pu en tirer profit« (p. 101). L'accord permet la fondation et la reconnaissance officielle d'Instituts français à Vienne (1947) et à Innsbruck (qui existe dans les faits depuis 1946). Par comparaison, l'Institut français de Berlin ne verra le jour qu'en 1952.

En ce qui concerne les activités des deux instituts, les approches sont très différentes, selon le directeur respectif: à Vienne, Susini aspire davantage à une renaissance de la »haute culture française« (musique classique et grande littérature), alors qu'à Innsbruck, le jeune directeur Maurice Besset, qui n'a alors que 26 ans (il dirigera plus tard l'Institut français de Berlin, puis le Musée d'Art moderne de Paris), privilégie une gestion plus dynamique et »progressive«, mettant l'accent sur la culture des jeunes, visant un public jeune. Certes, l'art très contemporain exposé par ses soins au Tyrol ne trouve guère un écho favorable auprès du grand public, mais il stimule néanmoins la petite minorité d'artistes locaux et »jeunes intéressés«. Pour citer quelques invités à Vienne, on mentionnera André Siegfried, Raymond Aron, le pasteur Marc Boegner, l'avocat Maurice Garçon et Jules Romain, alors que l'Institut de Innsbruck propose la rencontre avec l'architecte Le Corbusier, Emmanuel Mounier, Jean Cocteau, Tristan Tzara, Jérôme Carcopino et André Gide. Selon Porpaczy, ces efforts sont d'autant plus importants que les Français se trouvent, après 1945, affaiblis sur le plan politique et économique. La politique culturelle doit ainsi compenser les insuffisances de ces autres domaines, dans l'objectif d'une prise d'influence intellectuelle et d'un renouvellement de la mentalité autrichienne. Dans ce sens, il aurait été intéressant de connaître plus de détails sur sa réception auprès des Autrichiens, aspect que l'ouvrage omet largement.

Quel est le bilan de cette politique? Porpaczy souligne d'abord l'absence de directives claires venant de Paris, laissant l'initiative à la guise des protagonistes sur place qui agissent selon leurs préférences personnelles. Elle insiste ainsi sur l'importance des initiatives personnelles et des réactions »à de besoins urgents autrichiens« de la part des directeurs, connaisseurs de la situation du pays (p. 273). Alors que leur politique repose sur une tradition franco-autrichienne de transfert culturel datant du siècle précédent (l'ouverture du premier Institut français de Vienne date de 1931). Une véritable politique d'éducation prend cependant une place importante dans le dispositif à créer: ainsi, parmi les premières mesures des »responsables culturels français« en Autriche figure la réouverture de l'université d'Innsbruck dès 1945, l'instauration d'une grande offre de cours de français et des activités d'enseignement des membres de l'Institut au sein des universités de Vienne et d'Innsbruck: »Le messianisme français vit alors une nouvelle floraison« (p. 272). La gloire d'un passé plus lointain offre la possibilité d'ignorer un passé gênant trop récent, ce qui vaut pour les deux pays: »dans la petite »paix séparée« de l'occupation en Autriche, l'image de la »grandeur française« a pu être maintenue plus longtemps qu'en France même« (p. 275). La France se présente alors comme un pays ami et, surtout, comme une nation culturelle (*Kulturnation*) de même niveau que l'Autriche: »la France apporte ce que l'Autriche veut: sa contribution à la trouvaille d'une propre identité réside dans le dépistage, le soutien et la stabilisation habiles des besoins de la population autrichienne après 1945. Y font partie les besoins du refoulement, des traditions, des sentiments de grandeur habsbourgeoise, du conservatisme, catho-

licisme et provincialisme, et, à Vienne, d'élitisme« (p. 276 et suiv.). Pour finir, l'auteur soulève la question du rôle français dans la genèse du »mensonge de vie« (*Lebenslüge*) de la République autrichienne concernant son rôle de victime et son refus de toute confrontation avec une image négative de l'Autriche. La France, qui en 2000 a reproché à l'Autriche sa mauvaise gestion du passé, aurait pu, selon elle, profiter de la possibilité d'y contribuer pendant dix ans, »au lieu de faire le lit du refoulement«.

Barbara LAMBAUER, Paris

Dominik GEPPERT (Hg.), *The Postwar Challenge. Cultural, Social, and Political Change in Western Europe, 1945–1958*, Oxford (Oxford) 2003, IX–402 S. (Studies of the German Historical Institute London), ISBN 0-19-926665-4, USD 155,00.

Eine thematisch breiter angelegte, nationalstaatliche und transnationale Aspekte gleichermaßen verfolgende Erforschung der Nachkriegszeit in Europa steht für die Jahre nach 1945, anders als für die Zeit nach 1918, erst in den Anfängen. Der vorliegende Sammelband, der aus den Vorträgen einer Tagung des Deutschen Historischen Instituts London im Jahr 2001 hervorgegangen ist, liefert nützliche und anregende Beiträge zu diesem Forschungsfeld. In vier großen Abschnitten behandelt er die Auseinandersetzung mit der unmittelbaren Vergangenheit, Entwürfe für die wirtschaftliche und soziale Nachkriegsordnung in den Einzelstaaten, Konzepte für die Zusammenarbeit auf supranationaler Ebene und schließlich den Einfluß der USA. Dabei stehen in jedem Abschnitt die vier großen, nach ihrem politischem Gewicht und ihrer Wirtschaftskraft vergleichbaren, hinsichtlich ihrer Geschichte vor und während des Krieges aber unterschiedlichen Länder Frankreich, Großbritannien, Italien, Westdeutschland im Mittelpunkt. Die Beiträge der ersten drei Abschnitte widmen sich jeweils einem Land, im vierten wird weiter ausgegriffen. Sie folgen in jedem Abschnitt bestimmten Leitfragen und werden dadurch besser vergleichbar. Allerdings konzentriert sich das Interesse weitestgehend auf die politischen und wirtschaftlichen Entscheidungsträger und die intellektuellen Eliten. Fragen etwa nach der psychischen Verarbeitung der Kriegserfahrung, nach dem Wandel der Alltags- und Konsumkultur nach 1945 oder nach der Neudefinition von Identitäten bleiben weitgehend unberücksichtigt; geschlechtergeschichtliche Perspektiven fehlen ganz. Zweifellos ist es schwierig, analytische Stringenz, thematische Breite und konzeptionelle Innovationen in einem Sammelband befriedigend miteinander zu verbinden. Lücken sind unvermeidlich und einige räumt der Herausgeber auch durchaus ein. Doch hätte eine größere konzeptionelle Offenheit dazu beigetragen, die im Titel des Bandes angedeutete Breite des Zugriffs überzeugender einzulösen und präziser zu klären, worin genau jene »challenge« bestand, die es in den untersuchten Ländern zu meistern galt.

Dessen ungeachtet sind die meisten Aufsätze mit Gewinn zu lesen. Nicht alle können hier genannt werden. Im ersten Abschnitt fassen Norbert FREI und Pieter LAGROU die Ergebnisse ihrer einschlägigen Monographien prägnant zusammen. Filippo FOCARDI untersucht die Entstehung und Verfestigung des Mythos von der Resistenza und vom »bravo Italiano«, dem guten einfachen Soldaten, der von faschistischer Ideologie frei und nicht an Kriegsverbrechen beteiligt war. Er geht außerdem dem nicht unbeträchtlichen Einfluß der neofaschistischen Gegenerzählung nach, welche die Kontinuität antikommunistischen Kampfes betonte, angesichts des gemeinsamen Widerstandes von Kommunisten und Christdemokraten gegen eine Abwertung der Resistenza aber nicht dominant werden konnte. Der zweite Abschnitt des Bandes fällt etwas ab. Luciano SEGRETO beschreibt die Zwangslage der postfaschisten politischen Elite Italiens, deren Legitimität nach innen bei radikalen wirtschafts- und sozialpolitischen Reformen gefährdet war, während sie international vor allem auf der Anerkennung durch die USA beruhte, die wiederum auf solche Reformen drängten. Segreto